



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



direction
générale
de l'Aviation
civile

**SUIVI METROLOGIQUE DES EQUIPEMENTS ET INSTRUMENTS DE MESURE DES LABORATOIRES
D'ESSAIS DES TROIS SITES DU STAC**

Règlement de la consultation

Numéro de consultation : 2025STAC01

Procédure de passation : procédure de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124.1, L2124.2, R2124.1 et R2124.2 et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique

Date et heure limite de réception (plis électroniques obligatoires) : **Vendredi 29 août 2025 à 12h00** (heure de Paris)

Article 1 -	ACHETEUR	3
Article 2 -	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article 3 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
3.1	Procédure de passation.....	3
3.2	Allotissement	3
3.3	Forme et étendue de l'accord-cadre.....	3
3.4	Durée de l'accord-cadre	5
3.5	Lieu d'exécution	5
3.6	Variantes/Options	5
3.7	Considérations sociales	5
3.8	Clauses environnementales	6
Article 4 -	INFORMATION DES CANDIDATS	6
4.1	Contenu des documents de la consultation	6
4.2	Principes généraux sur les échanges électroniques.....	6
4.3	Echanges électroniques relatifs à cette consultation	8
Article 5 -	CANDIDATURE	9
5.1	Présentation de la candidature.....	9
5.2	Précisions concernant le groupement d'opérateurs économiques.....	10
5.3	Précisions concernant la sous-traitance.....	10
5.4	Motifs d'exclusion	10
5.5	Vérification des motifs d'exclusion.....	11
Article 6 -	OFFRE	11
6.1	Présentation de l'offre	11
6.2	Examen des offres	11
6.3	Critères d'attribution.....	12
6.4	Méthode de notation des offres	12
6.5	Durée de validité des offres.....	13
Article 7 -	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
7.1	Interdiction d'attribution.....	13
7.2	Mise au point.....	13
7.3	Signature de l'accord-cadre	13
Article 8 -	LANGUE	14
Article 9 -	CONTENTIEUX	14
Article 10 -	SIGNATURE ELECTRONIQUE	14
Article 11 -	AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE	14

Article 1 - ACHETEUR

Ministère chargé des Transports

Direction Générale de l'Aviation Civile

Service technique de l'aviation civile (STAC)

31 avenue du Maréchal Leclerc

94 380 Bonneuil-sur-Marne

Siret : 120 064 019 00074

Le représentant du pouvoir adjudicateur : le chef du service technique de l'aviation civile ou son représentant.

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre a pour objet principal le suivi métrologique des équipements et instruments de mesure des laboratoires d'essais des 3 sites du STAC, à Biscarosse (40), Bonneuil sur Marne (94) et à Toulouse (31).

L'accord-cadre porte sur des prestations de fournitures.

Codes CPV de la consultation :

50433000-9 Services d'étalonnage

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 *Procédure de passation*

La consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124.1 L2124.2, R2124.1 et R2124.2 à 5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code précité.

3.2 *Allotissement*

L'accord-cadre est alloté et contient dix-neuf (19) lots détaillés dans l'article 5.1.1. « Composition des lots » du CCTP. Chaque lot est défini selon le document COFRAC LAB INF 99, révision 16, et constitué d'équipements et instruments de mesures entrant dans le même domaine d'étalonnage avec pour certain, des sous domaines et une famille définis dans le tableau décrit dans l'article 3.1 du CCTP.

Pour chaque lot, deux (2) types de prestation sont à prendre en compte :

- une prestation de base, dénommée "prestation courante",
- une prestation complémentaire, dénommée "prestation ponctuelle", qui couvrira les prestations non incluses dans la "prestation courante ».

3.3 *Forme et étendue de l'accord-cadre*

Il est conclu sans montant minimum.

Les montants par lot sont les suivants :

N° lot	Objet	Montant estimé (en € HT)	Montant maximum (en € HT)
1	Domaine « Acoustique et ultrasons » Familles « Calibrateurs acoustiques » / « Systèmes de mesures acoustiques » (sonomètres)	96 534 €	129 900 €
2	Domaine « Acoustique et ultrasons » Familles « Calibrateurs acoustiques » (calibrateurs multifonctions) / « Systèmes de mesures acoustiques » (analyseurs acoustiques et microphones associés)	43 866 €	59 000 €
3	Domaines « Température » / « Hygrométrie » Domaine « Fluides en écoulement » - Sous-domaine « Vitesse d'écoulement » Domaine « Pression et vide » - Sous-domaine « Pression absolue – pression différentielles – pression relative »	78 519 €	106 000 €
4	Domaine « Equipements industriels et produits d'ingénierie » Sous-domaine « Enceintes climatiques »	19 608 €	26 400 €
5	Domaine « Force et couple »	4 074 €	5 500 €
6	Domaine « Masse et volume » Sous-domaine « Masse » pour équipements mobiles	7 800 €	10 500 €
7	Domaine « Masse et volume » Sous-domaine « Masse » pour équipements fixes (BONNEUIL-sur-MARNE)	7 158 €	9 600 €
8	Domaine « Masse et volume » Sous-domaine « Masse » pour équipements fixes (BISCARROSSE)	19 056 €	25 600 €
9	Domaine « Fluides en écoulement » Sous-domaine « Débitmétrie liquide »	5 298 €	7 200 €
10	Domaine « Accélérométrie, vitesse et déplacements »	31 122 €	42 000 €
11	Domaine « Dimensionnel » Familles « Instruments de mesure d'angles » / « Instruments de mesure de longueur » pour équipements mobiles	8 226 €	11 000 €
12	Domaine « Dimensionnel » Famille « Générateurs d'angle » pour équipement fixe (TOULOUSE)	18 300 €	25 000 €
13	Domaine « Pression et vide » Sous-domaine « Pression absolue – pression différentielles – pression relative »	3 312 €	4 500 €
14	Domaine « Temps et fréquence »	9 195 ² €	12 400
15	Domaine « Masse et volume » Sous domaine « Volume » pour équipements électronique (BONNEUIL-sur-MARNE)	4 290 €	5 800 €

16	Domaine « Masse et volume » Sous domaine « Volume » pour équipements mécanique (BISCARROSSE)	3 510 €	4 800 €
17	Domaine « Rayonnements ionisants »	5 472 €	7 400 €
18	Domaine « Electricité courant continu et basse fréquence » Sous-domaine « Courant continu » / « Courant alternatif »	3 330 €	4 500 €
19	Domaine « Optique » Sous-domaine « Radiométrie-Photométrie »	106 386 €	144 000 €

3.4 *Durée de l'accord-cadre*

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois. Elle court à compter de la date de notification au titulaire, réputée être sa date d'anniversaire. L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois par nouvelles périodes de 12 mois, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire en est avisé au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Dans cette hypothèse, les bons de commande émis avant la date de fin de validité, continuent à s'exécuter jusqu'à six (6) mois maximum au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

3.5 *Lieu d'exécution*

Les prestations se dérouleront :

- Soit dans les locaux du titulaire, indiqués dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre concerné ;
- Soit sur l'un des trois sites du STAC :
 - **Site de Bonneuil-sur-Marne**
31 Avenue du Maréchal Leclerc
94 380 BONNEUIL-SUR-MARNE
 - **Site de Toulouse**
9, Avenue du Docteur Maurice Grynfolgel
31 100 TOULOUSE
OU
Direction de la technique et de l'innovation (DSNA/DTI)
Bâtiment U – Laboratoire de la subdivision Aides visuelles
1, Avenue du docteur Grynfolgel
31 100 TOULOUSE
 - **Site de Biscarrosse**
Centre de tests de Biscarrosse
1513 Avenue de la plage
40 600 BISCARROSSE.
(Modalités d'accès au site décrites à l'annexe 1 du CCAP)

3.6 *Variantes/Options*

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes. Aucune option n'est prévue.

3.7 *Considérations sociales*

L'accord-cadre ne comprend pas de clauses sociales.

3.8 *Clauses environnementales*

L'ensemble des livrables et des documents relatifs à l'exécution financière (bons de commande, factures) de l'accord-cadre sont expédiés sous forme dématérialisée.

Par ailleurs, les moyens de communications à distance (téléphone, visio) sont utilisés, dans la mesure du possible, pour les réunions de travail entre l'acheteur et le titulaire de l'accord-cadre.

Article 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 *Contenu des documents de la consultation*

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- les actes d'engagement accompagné des annexes financières pour chacun des lots ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

4.2 *Principes généraux sur les échanges électroniques*

4.2.1 *Modalités de retrait et de consultation des documents*

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr) – consultation 2025STAC01

4.2.2 *Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats*

Direction générale de l'aviation civile
Secrétariat général / SDF2 / pôle achats et marchés
50 rue Henry Farman
75720 Paris cedex 15
Courriel : pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr – indiquer en objet du mail la référence 2025STAC01

4.2.3 *Conditions de transmission des plis*

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la plate-forme PLACE à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En application de l'article R.2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis avant la date limite de réception des offres par un même soumissionnaire, seul le dernier est ouvert.

Cependant, conformément à la jurisprudence en vigueur (CE, 20 décembre 2021, n°454801), en cas de dépôts successifs d'un même soumissionnaire, le pouvoir adjudicateur apprécie les caractéristiques du dernier pli transmis afin de déterminer s'il peut l'analyser comme étant une offre complète. A défaut, il procède à l'ouverture des dépôts précédents.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Les candidats trouveront sur le site : www.marches-publics.gouv.fr, un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai, sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme PLACE déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme
- Assistance téléphonique
- Module d'autoformation à destination des candidats
- Foire aux questions
- Outils informatiques

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, ***nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr***, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

La taille de chaque fichier déposé ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai et est rejeté.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde papier / physique numérique

Les copies de sauvegarde transmises de façon électronique ne sont pas autorisées.

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir »
- Consultation 2025STAC01 – Acquisition d'un tribomètre pour le service technique de l'aviation civile
- Nom ou dénomination du candidat

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants (article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics) :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde sur support numérique, celle-ci est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, elle est détruite.

Le candidat qui envoie sa copie de sauvegarde par voie postale, le fait à l'adresse suivante :

Direction Générale de l'Aviation Civile

Secrétariat Général / Sous-direction des affaires financières et du contrôle de gestion

Bureau des marchés, du voyage d'affaires et du pilotage du programme soutien

Pôle achats et marchés

50, rue Henry Farman

75720 Paris cedex 15

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé le fait à cette même adresse, du lundi au jeudi, de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00. L'ensemble des agents du pôle achats et marchés sont habilités à réceptionner ces copies de sauvegarde.

Antivirus

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

4.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation

4.3.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **29/08/2025 à 12h00** (heure de Paris).

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

4.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs demandes de renseignements complémentaires et leurs questions via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> – consultation 2025STAC01, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, soit le lundi 18 août 2025

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires et aux questions reçues sont transmises aux candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, soit le vendredi 22 août 2025.

4.3.3 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation jusqu'au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, soit le vendredi 22 août 2025.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des

documents de la consultation. Il est donc recommandé aux opérateurs économiques de s'identifier lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

4.3.4 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie dans le délai de 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Article 5 - CANDIDATURE

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution des prestations sont déclarées irrecevables. Leurs offres ne sont pas analysées.

Si l'acheteur constate que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

5.1 Présentation de la candidature

Les candidats transmettent les documents et renseignements suivants :

- Les coordonnées complètes de la personne chargée de suivre la procédure de consultation (nom, fonction, mail, téléphone). A défaut, ou en cas de coordonnées erronées, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable d'un quelconque défaut d'adressage.
- **Lettre de candidature ou formulaire DC1** (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement.

- **Déclaration du candidat ou formulaire DC2** (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté.

En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

- Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat (Kbis ou équivalent ; le cas échéant, délégation de pouvoir).
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique.

5.2 Précisions concernant le groupement d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la présente consultation, l'acheteur n'autorise pas les candidats à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques
- En qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières (cf. 5.1 ci-dessus). L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée. Néanmoins, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

5.3 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide du formulaire DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

5.4 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la

candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

5.5 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de l'article R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Article 6 - OFFRE

6.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- Pour chacun des lots auxquels le candidat souhaite répondre, l'acte d'engagement (AE) complété, daté et signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société, accompagné de son annexe financière complétée.
- Pour chacun des lots auxquels le candidat souhaite répondre, a proposition technique du candidat, qui comprend à minima (cf. article du 5 du CCTP) :
 - la description technique succincte de ses activités
 - un tableau synthétique répondant aux questions suivantes :
 - ✓ Quelle est la valeur de l'incertitude associée à la prestation demandée ? (L'incertitude sera annoncée par instruments / équipements de mesure objets du lot concerné)
 - ✓ Quel est le délai maximum de réalisation de la prestation à réception du matériel (en jours) ?
 - ✓ La prestation d'étalonnage proposée est-elle couverte par une accréditation ? (Préciser le n° d'accréditation associé)
 - ✓ La prestation de vérification demandée est-elle couverte par une accréditation ? (Préciser le n° d'accréditation associé)
 - ✓ Par quel média (ex : mail...) et sous quel format (ex : pdf, zip,) sont transmis les livrables attendus
 - La désignation d'un ou plusieurs interlocuteurs dédiés pour toutes questions techniques et budgétaires relatives à l'exécution de l'accord-cadre
- Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (DC4), et/ou la part des prestations que le candidat a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises
- Un relevé d'identité bancaire

6.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni aboutir à une modification de l'offre.

6.3 Critères d'attribution

CRITERE 1	CRITERE TECHNIQUE	70%
1.1.	Qualité technique des prestations	50%
1.2.	Délai maximum de réalisation de la prestation à réception du matériel	5%
1.3	Délivrance sous accréditation du constat de vérification	5%
1.4	Modalités de partage des données (format dématérialisé des livrables et compression des données)	10%
CRITERE 2	CRITERE PRIX	30%

L'absence d'accréditations dans le/les domaine(s) et étendue(s) concerné(s) est un critère éliminatoire.

6.4 Méthode de notation des offres

La note globale est l'addition de la note pondérée du critère technique et de la note pondérée du critère prix.

6.4.1 Méthode de notation du critère technique

La notation retenue des critères techniques (1.1 à 1.4) est la suivante :

⇒ **Pondération X Note obtenue (selon tableau ci-dessous)**

Echelle de notation utilisée pour la notation des critères	
10/10	Très satisfaisant
8/10	Satisfaisant
5/10	Correct
3/10	Insuffisant
1/10	Très insuffisant

- La valeur technique sera notée sur la base des incertitudes de mesures annoncées par le candidat pour chaque équipement : le candidat proposant l'incertitude la plus faible obtient la note 10 pour cet équipement.
- La note de 10 sera attribuée à celui dont le délai maximum de réalisation de la prestation à réception du matériel est le plus court.
- La note de 10 sera attribuée à celui qui s'engage à transmettre sous accréditation le constat de vérification demandé.
- La note de 10 sera attribuée à celui qui s'engage à transmettre ses livrables sous format dématérialisé et compressé.

La note pondérée du critère technique correspond à l'addition des notes pondérées de ses sous-critères.

6.4.2 Méthode de notation du critère prix

L'offre de prix la moins chère reçoit la note maximale.

Le reste des propositions est noté par application de la formule suivante :

⇒ **(Pondération X Prix le plus bas) / Prix de l'offre jugée.**

Le prix des offres est déterminé par application d'un scénario de commandes établi pour chaque lot et portant sur les 4 années d'exécution de l'accord cadre. Les scénarios de commandes sont préparés préalablement à l'ouverture des offres et non communiqué aux candidats.

6.5 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats, la prorogation du délai de validité des offres. Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres. Si le candidat n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

Article 7 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit, dans un délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, fournir les attestations et certificats prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique. Si le candidat est établi à l'étranger, il produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

L'accord-cadre est attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note attribuée au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les candidats évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles R.2181-1 et R.2181-2 du code de la commande publique.

7.1 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

7.2 Mise au point

L'acheteur et le candidat retenu peuvent procéder à une mise au point des prestations de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

7.3 Signature de l'accord-cadre

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer son acte d'engagement au moyen d'une signature électronique valide s'il ne l'a pas déjà fait lors du dépôt de son offre.

La signature électronique doit respecter les modalités visées à l'article « SIGNATURE ELECTRONIQUE » du présent règlement de la consultation.

Article 8 - LANGUE

Les documents et informations relatifs à la présente consultation doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 9 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Melun, situé 43, rue du Général de Gaulle – Case postale n°8630 – 77008 Melun Cedex.

Article 10 - SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique de l'acte d'engagement est obligatoire pour l'attributaire du présent accord-cadre.

Les candidats peuvent prendre connaissance des modalités de signature électronique :

- sur PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise)
- dans le guide « très pratique » de la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dematerialisation-de-la-commande-publique>

Article 11 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence déclarée en cours de consultation, l'acheteur peut aménager certaines modalités de mise en concurrence dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et après information des candidats dans les meilleurs délais. L'acheteur s'assure également de leur possibilité de poursuivre la procédure selon les nouvelles modalités fixées.